

Tribune libre

Bilan économique du premier mandat du président de la République Ali Bongo Ondimba

Par Régis IMMONGAULT TATAGANI*

Libreville/Gabon

L'ÉLECTION en août 2009 du chef de l'Etat S.E. Ali Bongo Ondimba a marqué un tournant décisif dans le cheminement du Gabon sur la voie de l'émergence. Alors que l'élection présidentielle approche, tous les Gabonais peuvent regarder avec fierté les résultats obtenus durant les six dernières années.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Depuis 2010, notre pays a connu une accélération dans son processus de développement économique. Entre 2010 et 2015, selon les données incontestables publiées par le Fonds Monétaire International, le produit intérieur brut du Gabon s'est accru, en franc constant, de plus de 32% alors que la population gabonaise croissait sur la période de 14%. Le PIB par habitant a cru de 14% en francs constants. Le taux de croissance annuelle moyen de notre économie a dépassé 5% sur la période alors que, entre 1990 et 2009, celui-ci n'avait pas dépassé 1,5%. Le taux de croissance du secteur hors pétrole a été de 7,9 % sur la période.

Le Gabon est devenu un des moteurs de la croissance africaine. Durant la période précédente, l'écart entre notre rythme de développement et celui du continent dans son ensemble était pourtant notable. Sur la décennie 2000, notre pays n'avait pas su profiter de la nouvelle vague de croissance africaine. Cette situation s'est inversée depuis 2010. Sur la période 2010-2015, la croissance gabonaise a surperformé la croissance de l'Afrique subsaharienne, le PIB croissant de 5,7% dans notre pays contre 4,9% pour le continent dans son ensemble.

Cette très bonne performance de croissance n'a pas remis en cause la stabilité monétaire. Depuis 2009, le niveau général des prix a augmenté en moyenne de 2% par an, soit un niveau d'inflation tout à fait satisfaisant et compatible avec un effort de préservation du pouvoir d'achat des Gabonais, et ce nonobstant la hausse observée ces derniers temps sur les produits alimentaires.

Cette forte croissance dans la stabilité est le fruit de la vision stratégique portée par le Chef de l'Etat dès le début de son premier mandat : « *le Gabon émergent* ». Durant les six dernières années, l'économie gabonaise a connu une mutation traduisant la volonté de se défaire de la tutelle du pétrole sur l'économie. Convaincu de la nécessité de mieux valoriser les atouts remarquables de notre pays – son niveau de richesse déjà significatif, sa localisation au cœur de l'Afrique, ses ressources forestières et minières – et de mieux po-

sitionner le Gabon pour profiter des nouvelles opportunités offertes par la mondialisation, le Chef de l'Etat mène avec détermination la diversification de notre secteur productif et le développement d'activités non-pétrolières à valeur ajoutée, créatrices d'emplois. Depuis 2009, la valeur de nos exportations non-pétrolières a augmenté de 15%, passant de 550 milliards à 630 milliards de francs CFA.

Le « Gabon Vert » devient au fur et à mesure une réalité. Depuis 2010, la valorisation des coupes forestières a généré une forte croissance de la filière bois. Les exportations dans le secteur des industries de bois ont presque doublé et nous n'exportons plus de grumes brutes afin de favoriser la transformation sur place. Le nombre d'entreprises n'a cessé de croître depuis l'interdiction d'exporter les grumes. Il faut certes reconnaître que la plupart des unités industrielles se focalisent encore sur la première transformation mais notre volonté est d'aller vers la deuxième et troisième transformation, c'est dans ce sens qu'un accent est mis sur la formation professionnelle et c'est pour accélérer ce processus qu'un cluster de fabrication des meubles a vu le jour dans la zone économique spéciale de Nkok.

Le « *Gabon industriel* » a également pris son envol. Entre 2009 et 2015, nos exportations de manganèse ont cru de 22%, confortant la place du Gabon comme producteur majeur. Le complexe métallurgique de Moanda a démarré avec la production silico manganèse et le manganèse métal. De nouveaux opérateurs se sont installés et des investissements majeurs ont été réalisés pour développer à terme un véritable pôle de compétitivité industriel. Le développement des unités agro industrielles se poursuit, l'usine de transformation d'huile de palme est opérationnelle à Awala depuis juin 2015, et celle de Mouila est prévue être opérationnelle en fin 2016.

Le « Gabon des services » est la promesse d'une économie plus inclusive et offrant des activités à plus grande valeur ajoutée, grâce à la valorisation de nos ressources humaines et de certains secteurs où nous avons un avantage comparatif. Dans le domaine des services, les transports et les télécommunications enregistrent une croissance moyenne de 9% liée au renforcement des infrastructures de transport et de communication. L'amélioration du réseau routier national a permis de développer et de sécuriser les activités de transport terrestre qui étaient rendues difficiles par l'état de la route. En matière de télécommunication, la mise en œuvre du projet RAG et du Backbone national gabonais a permis la pose de 43 km de fibre optique à Libreville, 35

km dans les autres capitales provinciales et plus de 800 km sur le tronçon routier et ferroviaire. Grâce à ces deux projets, 60% de la population a désormais accès au haut débit. Il convient également de relever que le Gabon est le premier pays d'Afrique Subsaharienne à disposer de la technologie 4G. C'est d'ailleurs en reconnaissance de ces efforts que le Chef de l'Etat a reçu à New York, le 27 septembre 2015, le prix "TIC pour le développement durable" attribué l'union internationale des télécommunications, lors d'une cérémonie du 150e anniversaire de l'UIT. Ce prix salue les avancées majeures du Gabon en matière de développement des TIC pour les citoyens.

Le développement accéléré de notre économie non-pétrolière a reposé sur un effort d'investissement considérable. En 2008, les investissements publics et privés représentaient moins de 22% de la richesse nationale. Ce taux a atteint près de 38% en 2015, ce qui place le Gabon en tête des pays africains en termes d'accumulation de capital, à un niveau comparable à celui atteint par l'Ethiopie. Cet effort majeur est le gage d'une économie forte, compétitive et diversifiée dans l'avenir. Il a été porté par la réorientation majeure de la dépense publique décidée par le Chef de l'Etat vers les investissements structurants. Avec la création de l'Agence Nationale des Grands Travaux, notre pays s'est doté d'un instrument de pilotage efficace, même si certains réglages sont nécessaires, pour la mise en œuvre réussie du schéma national directeur des infrastructures. Fin 2015, les résultats étaient tangibles : plus de la moitié des infrastructures routières ont été réalisées, la connexion des grands pôles économiques du pays progresse et les infrastructures dans certaines capitales provinciales ont été améliorées. La puissance installée en énergie a largement augmenté.

Notre développement économique rapide nous a donné les moyens de rechercher un partage plus juste des fruits de cette croissance. C'est dans cette perspective qu'en 2014, le Chef de l'Etat a pris l'initiative d'un pacte social renforcé dont les premières mesures commencent à produire des effets.

Notre développement accéléré et le combat pour la justice sociale ont rendu nécessaire la mobilisation de l'ensemble des ressources disponibles. La mobilisation des surplus pétroliers et de ressources d'emprunt extérieurs en soutien de l'investissement public est un choix que nous assumons pleinement. Sortir d'une économie rentière implique d'investir massivement dans les secteurs d'avenir, l'essentiel étant de tenir compte du rendement économique et social de ces investissements. Depuis 2009, l'endettement public a

donc augmenté, mais reste maîtrisé en tenant compte des principaux indicateurs d'analyse, même s'il convient de reconnaître qu'avec la chute du PIB nominal consécutive à la détérioration des termes de l'échange, nous observons la dégradation des ratios d'endettement.

Ceci dit, malgré les efforts réalisés, les défis qui nous restent à relever demeurent nombreux. A court terme, la forte baisse du prix du pétrole depuis la fin de 2014 impose des mesures courageuses d'ajustement et pèse sur les finances publiques. Nombreux sont les chantiers ouverts en 2010 qu'il convient de poursuivre et d'achever. Nombreux sont les domaines dans lesquels de nouvelles initiatives sont nécessaires, notamment dans le secteur agricole. Mais il est incontestable que le mandat présidentiel qui s'achève a posé les fondations solides de l'émergence.

Le mandat présidentiel qui va s'ouvrir devra donner, sous la direction d'Ali Bongo Ondimba, une impulsion nouvelle pour franchir un cap dans le développement d'une économie forte, diversifiée et d'une prospérité partagée. Il nous faudra conduire une accélération de la transformation structurelle de notre économie qui passera par l'adoption de mesures fortes, dès le début du prochain mandat. Cette accélération devra suivre trois orientations majeures. D'abord, la poursuite d'une politique économique et financière rigoureuse, gage de stabilité macroéconomique. Pour cela, il conviendra de consolider, au gré d'une remontée possible des cours du pétrole et des efforts dans la diversification de notre économie, des réserves financières suffisantes. Il faudra ensuite achever les grands projets d'équipement de notre pays, dans le domaine des transports, de l'énergie et des télécommunications initiés durant le premier mandat du chef de l'Etat. Enfin, et surtout, il conviendra de donner toute sa place au secteur privé gabonais et aux investisseurs étrangers dans l'accélération de la croissance, en engageant une nouvelle étape volontariste dans l'amélioration du climat des affaires, le renforcement du capital humain et la mobilisation des financements.

L'échéance électorale de 2016 est décisive pour confirmer l'engagement irréversible du Gabon sur le chemin de l'émergence. La réélection du chef de l'Etat est la condition indispensable à l'engagement d'une nouvelle impulsion décisive.

***Ministre du Développement durable, de l'Economie, de la Promotion des investissements et de la Prospective**



Le prix du poisson, quel rapport avec mon projet?

Votre organisation fait partie d'un écosystème – il est étonnant de voir à quel point des changements dans un secteur peuvent se répercuter sur l'ensemble de votre marché.



THE INSIDE EDGE
www.oxfordbusinessgroup.com
gabon@oxfordbusinessgroup.com
@OBGinsights